

Délégation Territoriale de la Meuse (DT55)

---

## **CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES**

---

**Marché n° 2025-06**

Investigations environnementales, Evaluation quantitative des risques  
sanitaires et propositions de Mesures de gestion  
Secteur de la rue du port prolongée  
Bar-le-Duc (55)

**Pouvoir adjudicateur :**

L'Agence régionale de santé Grand Est  
Etablissement public administratif de l'Etat  
3 Boulevard Joffre CS 80071  
54 036 NANCY CEDEX

Représenté par Mme Christelle RATIGNIER-CARBONNEIL, Directrice Générale

# Sommaire

<b>1. Objet du marché – Dispositions générales .....</b>	<b>4</b>
1.1 Objet du marché .....	4
1.2 Fractionnement de l'accord-cadre en bons de commande.....	4
1.3 Conditions de passation des bons de commande.....	4
1.4 Durée du marché et reconduction.....	5
1.5 Obligation de confidentialité et protection des données à caractère personnel .....	5
1.6 Modification du marché.....	5
1.7 Prestations supplémentaires ou modificatives .....	5
<b>2. Pièces constitutives du marché .....</b>	<b>5</b>
<b>3. Forme des notifications et informations au titulaire .....</b>	<b>6</b>
<b>4. Prix – Variation des prix .....</b>	<b>6</b>
4.1 Contenu des prix .....	6
4.2 Variation des prix.....	6
<b>5. Avance .....</b>	<b>6</b>
5.1 Modalités de règlement de l'avance.....	7
5.2 Modalités de remboursement de l'avance.....	7
<b>6. Retenue de garantie .....</b>	<b>7</b>
<b>7. Règlement des comptes au titulaire .....</b>	<b>7</b>
7.1 Modalités de règlement du prix.....	7
7.2 Règlements en cas de groupements économiques .....	9
7.3 Délais de paiement.....	9
7.4 Intérêts moratoires.....	9
<b>8. Pénalités .....</b>	<b>9</b>
8.1 Pénalités - Généralités .....	9
8.2 Pénalités de retard .....	10
8.3 Pénalité pour manquement concernant l'équipe dédiée :.....	10
<b>9. Dossiers à fournir par le titulaire.....</b>	<b>10</b>
<b>10. Changement dans la situation du titulaire .....</b>	<b>10</b>
<b>11. Obligation d'information .....</b>	<b>11</b>
<b>12. Développement durable – Dimension environnementale .....</b>	<b>11</b>
<b>13. Arrêt de l'exécution de la prestation.....</b>	<b>11</b>
<b>14. Admission – Achèvement de la mission.....</b>	<b>12</b>
14.1 Admission des documents.....	12
14.2 Achèvement de la mission.....	12

<b>15. Suspension des prestations en cas de circonstances imprévisibles .....</b>	<b>12</b>
<b>16. Assurances .....</b>	<b>12</b>
<b>17. Propriété intellectuelle / Utilisation des résultats .....</b>	<b>12</b>
17.1 Régime des connaissances antérieures et connaissances antérieures standards	12
17.2 Régime des résultats.....	12
<b>18. Résiliation du marché .....</b>	<b>13</b>
18.1 Résiliation du marché pour faute du titulaire.....	13
<b>19. Différends.....</b>	<b>13</b>
<b>20. Dispositions applicables en cas de titulaire étranger .....</b>	<b>13</b>
<b>21. Dérogations aux documents généraux.....</b>	<b>14</b>

# 1. Objet du marché – Dispositions générales

## 1.1 Objet du marché

Le présent marché est un accord-cadre à bons de commande relatif à des investigations environnementales, une évaluation quantitative des risques sanitaires et propositions de mesures de gestion dans le secteur de la rue du port prolongée de Bar-le-Duc (55)

Le descriptif des prestations est contenu dans le CCTP.

Il n'est pas prévu de décomposition en lots ou en tranches.

## 1.2 Fractionnement de l'accord-cadre en bons de commande

Les prestations du présent accord-cadre font l'objet d'un fractionnement à bons de commande, conclu avec un seul opérateur économique au sens des articles R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique.

En vertu de l'article R2162-4 du Code de la commande publique, l'accord-cadre est conclu sans minimum et avec un montant maximum de 150 000€ HT.

## 1.3 Conditions de passation des bons de commande

Les bons de commande sont émis par tout moyen permettant d'en accuser date certaine.

Le point de départ du délai d'exécution du bon de commande est la date de sa notification.

Chaque bon de commande précise notamment :

- Le contenu et les quantités des prestations à réaliser
- Le montant du bon de commande
- La référence de l'accord-cadre
- S'il y a lieu :
  - Les prix unitaires/forfaitaires des prestations à réaliser
  - Les conditions particulières d'exécution
  - Les conditions particulières de livraison et d'admission
  - Les délais de livraison
  - Le lieu de livraison
  - Les documents à fournir à la livraison

Chaque bon de commande sera notifié au prestataire dans les conditions définies à l'article Forme des notifications et informations au titulaire ci-dessous et à l'article 3.7 du CCAG.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre.

Les bons de commande en cours peuvent s'exécuter dans un délai maximal de 6 mois après la fin de l'accord-cadre.

#### **1.4 Durée du marché et reconduction**

La durée du marché est de 12 mois, renouvelable tacitement 1 fois 12 mois dans la limite d'une durée totale de 24 mois d'exécution.

Dans le cas d'une non-reconduction, le pouvoir adjudicateur notifie sa décision au titulaire deux mois avant la date de fin de validité du marché. Il n'est versé au titulaire aucune indemnité en cas de non-reconduction du marché.

Conformément à l'article 13.1.1 du CCAG FCS, le délai d'exécution du marché part de la date de sa notification.

#### **1.5 Obligation de confidentialité et protection des données à caractère personnel**

Le titulaire ainsi que l'acheteur sont tenus à une obligation générale de confidentialité et au respect des règles, européennes et françaises, applicables au traitement des données à caractère personnel dans les conditions définies à l'article 5 du CCAG.

Ces obligations s'appliquent aux sous-traitants. Le titulaire s'engage à les leur communiquer. En cas de manquement, par le titulaire ou son sous-traitant, à ses obligations légales et contractuelles relatives à la protection des données personnelles, le marché pourra être résilié pour faute.

#### **1.6 Modification du marché**

Le marché peut être modifié par la conclusion d'actes modificatifs dans les cas décrits aux articles R. 2194-1 à R. 2194-9 du Code de la commande publique.

#### **1.7 Prestations supplémentaires ou modificatives**

Dans les conditions prévues à l'article 23 du CCAG FCS, l'acheteur peut prescrire au titulaire, par ordre de service, pendant l'exécution du marché, des prestations supplémentaires ou modificatives après consultation de ce dernier ou accepter les modifications qu'il propose.

Le titulaire ne doit apporter aucune modification aux spécifications techniques sans autorisation préalable de l'acheteur.

Comme le présent marché ne prévoit pas de prix pour les prestations supplémentaires ou modificatives demandées par l'acheteur au titulaire, l'ordre de service prescrivant ces prestations fixera provisoirement les prix nouveaux retenus pour le règlement des prestations supplémentaires ou modificatives conformément aux dispositions de l'article 23 du CCAG.

L'ARS se réserve la possibilité de mettre en œuvre la procédure de marché public de prestations similaires sur le fondement de l'article R.2122.7 du Code de la commande publique à savoir : la possibilité de conclure un marché public ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui ont été confiées au titulaire du présent marché.

## **2. Pièces constitutives du marché**

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG FCS, les pièces contractuelles prévalent dans l'ordre ci-après :

- L'acte d'engagement et ses éventuelles annexes financières, dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'acheteur fait seul foi.

- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses éventuelles annexes, dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'acheteur fait seul foi.
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses éventuelles annexes, dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'acheteur fait seul foi.

L'acte d'engagement, le CCAP et le CCTP prévalent sur leurs annexes en cas de contradiction avec celles-ci et chaque annexe prévaut sur les autres en fonction de leur rang dans la liste des annexes propres à chaque document.

- Le cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et services (CCAG FCS) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 (publié au JORF n°0078 du 1 avril 2021).
- Le bordereau des prix unitaires
- L'offre technique du titulaire.
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché.

### 3. Forme des notifications et informations au titulaire

En vertu de l'article 3.1 du CCAG, la notification des décisions, observations, ou informations qui font courir un délai est faite par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et, le cas échéant, l'heure de sa réception.

Cette notification peut être faite par le biais du profil acheteur ou à l'adresse postale ou électronique des parties.

Lorsque la notification est effectuée par le biais du profil d'acheteur, les parties sont réputées avoir reçu cette notification à la date de la première consultation du document qui leur a ainsi été adressé, certifiée par l'accusé de réception délivré par l'application informatique, ou, à défaut de consultation dans un délai de huit jours à compter de la date de mise à disposition du document sur le profil d'acheteur, à l'issue de ce délai.

### 4. Prix – Variation des prix

#### 4.1 Contenu des prix

Les prix sont réputés complets et comprennent les prestations demandées, les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations ainsi que tous les frais nécessaires à la réalisation complète des missions confiées au titulaire. Ainsi, le prix tient compte des frais de secrétariat et d'assurance, y compris en responsabilité légale personnelle.

#### 4.2 Variation des prix

Les prix du marché sont fermes.

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de la date de remise de l'offre par le titulaire.

Ce mois est appelé « *mois zéro* ».

### 5. Avance

Sous réserve des conditions prévues aux articles R. 2191-3 et suivants du Code de la commande publique, une avance est versée au titulaire sauf indication contraire portée dans l'acte d'engagement.

Conformément à l'article 11.1 du CCAG, l'option retenue pour les avances est l'option A.

Ainsi :

- Lorsque le titulaire, ou le sous-traitant, est une petite ou moyenne entreprise (PME) au sens du Code de la commande publique, le taux de l'avance mentionné à l'article R. 2191-10 est fixé à 20 %.
- Lorsque le titulaire, ou le sous-traitant, n'est pas une petite ou moyenne entreprise au sens du Code de la commande publique, le taux de l'avance est fixé à 5 %.

L'avance sera calculée, en fonction de la durée du marché, dans les conditions définies à l'article R. 2191-7 du Code de la commande publique.

## 5.1 Modalités de règlement de l'avance

Le versement de l'avance s'effectuera en une seule fois.

## 5.2 Modalités de remboursement de l'avance

L'avance sera résorbée au prorata du montant des prestations réalisées dès que ce montant atteindra 65 % du montant TTC du marché selon la formule suivante :

$$\begin{aligned} & \text{Montant du remboursement} \\ & = \\ & \text{Montant de l'avance} \times (X - 65) / 15 - \text{avance déjà remboursée} \\ & \text{(Avec } X = \text{le \% d'avancement des prestations)} \end{aligned}$$

Le marché peut prévoir que le remboursement de l'avance s'impute sur les sommes dues au titulaire, selon un rythme et des modalités fixées par les clauses du marché par précompte sur les sommes dues à titre d'acomptes, de règlement partiel définitif ou de solde.

Le remboursement de l'avance s'effectuera, sur chaque demande de paiement, par prélèvement sur les sommes dues à chaque tiers (titulaire, cotraitants ou sous-traitants).

## 6. Retenue de garantie

Aucune retenue de garantie ne sera effectuée.

## 7. Règlement des comptes au titulaire

### 7.1 Modalités de règlement du prix

#### 7.1.1 Règlement du prix

Selon les dispositions de l'article 11 du CCAG FCS, les précisions suivantes sont apportées :  
Le règlement du prix s'effectue à chaque réalisation des prestations et décision d'admission distincte. Ce règlement prend la forme d'un règlement partiel définitif dans les conditions de l'article 11.7.1 du CCAG FCS.

#### 7.1.2 Demandes de paiement

- Demande de règlement partiel définitif :

Lorsque le titulaire a droit à un règlement partiel définitif conformément aux dispositions ci-dessus, les demandes de paiement des règlements partiels définitifs sont établies, conformément aux articles 11.3 et 11.7 du CCAG FCS ainsi qu'aux dispositions ci-dessus, par le titulaire, dans un délai de 30 jours à compter de chaque décision distincte d'admission des prestations.

En complément des dispositions de l'article 11.3 du CCAG FCS, la demande de paiement est datée et comporte, selon le cas :

- Les références du contrat ;
- Le montant des prestations admises, établi conformément aux stipulations du contrat, hors TVA et, le cas échéant, diminué des réfections fixées le cas échéant ;
- La décomposition des prix forfaitaires et le détail des prix unitaires ;
- Le détail des calculs, avec justifications à l'appui, de l'application des coefficients d'actualisation ou de révision des prix ;
- En cas de groupement conjoint : pour chaque membre du groupement, le montant des prestations effectuées par celui-ci ;
- En cas de sous-traitance : la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors TVA, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies hors TVA et TTC ;
- Le cas échéant, les indemnités, primes et retenues ;
- La retenue de garantie, établie conformément aux stipulations du contrat ;
- Les éventuelles pénalités pour retard ;
- Les avances à rembourser ;
- Le montant de la TVA ;
- Le montant TTC.

L'acheteur se réserve le droit de compléter ou de rectifier les demandes de paiement qui comporteraient des erreurs ou seraient incomplètes. Dans ce cas, il doit notifier au titulaire la demande de paiement rectifiée.

Le titulaire transmet le décompte correspondant au règlement partiel définitif qui comporte en outre les parties suivantes :

- Une récapitulation des règlements perçus pour l'ensemble des prestations du contrat objet du projet de décompte ;
- Le cas échéant, une demande de paiement correspondant au solde du règlement partiel définitif.

L'acheteur se réserve le droit de compléter ou de rectifier la demande de paiement et le décompte partiel définitif qui comporteraient des erreurs ou seraient incomplets. Dans ce cas, il doit notifier au titulaire la demande de paiement rectifiée.

- Solde du contrat :

La demande de paiement du solde est établie, conformément aux dispositions ci-dessus et à l'article 11.7 du CCAG FCS, par le titulaire dans un délai de 30 jours à compter de la dernière décision d'admission distincte.

Le titulaire transmet le décompte pour solde qui comporte en outre les parties suivantes :

- Une récapitulation des règlements partiels définitifs perçus pour l'ensemble des prestations du contrat objet du projet de décompte ;
- Le cas échéant, une demande de paiement correspondant :
  - Aux sommes dues le dernier mois d'exécution, si le titulaire n'a pas produit une demande de règlement pour ces prestations ;
  - Au solde du contrat.

L'acheteur se réserve le droit de compléter ou de rectifier la demande de paiement et le



décompte pour solde qui comporteraient des erreurs ou seraient incomplets. Dans ce cas, il doit notifier au titulaire la demande de paiement rectifiée.

### **7.1.3 Transmission des demandes de paiement**

Conformément aux articles L. 2192-1 à L. 2192-3 du Code de la commande publique, les opérateurs économiques doivent transmettre leurs factures sous forme électronique. Pour ce faire, ils doivent utiliser le "portail public de facturation" nommé Chorus Pro via l'url : <https://chorus-pro.gouv.fr>.

L'identifiant SIRET de l'acheteur nécessaire au dépôt d'une facture dans le portail Chorus Pro est le suivant : 13000783400075.

## **7.2 Règlements en cas de groupements économiques**

En cas de groupement, seul le mandataire du groupement est habilité à présenter les demandes de paiement.

En cas de groupement solidaire, il sera procédé à un règlement séparé de chacun des membres, si la répartition des paiements est identifiée à l'acte d'engagement.

Le mandataire du groupement indique dans chaque demande de paiement qu'il transmet à l'acheteur, la répartition des paiements pour chacun des membres du groupement.

L'acceptation d'un règlement à chacun des membres du groupement solidaires ne saurait remettre en cause la solidarité des membres.

## **7.3 Délais de paiement**

Les délais dont dispose l'acheteur, ou son représentant, pour procéder au paiement des règlements partiels définitifs et du solde sont fixés à 30 jours.

## **7.4 Intérêts moratoires**

Le défaut de paiement des avances, des règlements partiels définitifs ou du solde dans le délai fixé par le marché donne droit à des intérêts moratoires, calculés à compter du lendemain de l'expiration dudit délai (ou de l'échéance prévue par le marché) jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse (article R. 2192-32 du Code de la commande publique).

Le taux des intérêts moratoires applicables en cas de dépassement du délai maximum de paiement est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne (BCE) à ses opérations principales de refinancement les plus récentes en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 €.

# **8. Pénalités**

## **8.1 Pénalités - Généralités**

Les pénalités sont cumulatives entre elles.

Par dérogation au CCAG FCS, l'ensemble des pénalités s'applique dès le 1er euro et sans mise en demeure préalable.

Conformément à l'article 45 du CCAG FCS, le pouvoir adjudicateur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations, aux frais et risques du titulaire concerné, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard,

soit en cas de résiliation du marché prononcée aux torts du titulaire.

## **8.2 Pénalités de retard**

Lorsque le délai contractuel maximum d'exécution de la prestation tel qu'indiqué soit dans le CCTP soit dans l'offre du titulaire, est dépassé par le fait du titulaire, celui-ci encourt une pénalité fixée à 300 € HT par jour de retard. Ce retard est constaté par tout moyen par l'ARS.

## **8.3 Pénalité pour manquement concernant l'équipe dédiée :**

Le titulaire s'engage dans son offre à constituer une équipe dédiée à l'exécution de la mission. Cette équipe est associée à des compétences précises et à l'exécution d'un certain nombre de jours de présence sur le projet. Si l'ARS constate que le niveau d'expertise attendu du titulaire n'est pas assuré par les intervenants présents sur les prestations mentionnées, une pénalité de 1000 € HT pourra être appliquée.

En cas d'absence non justifiée et non excusée, une pénalité de 100 € HT sera appliquée.

En cas de changement parmi les membres de l'équipe dédiée, le titulaire devra soumettre les modifications concernant le(s) nouveau(x) membre(s) de l'équipe à compétences et dimensionnement équivalents à la validation de l'ARS. En cas de vacance ou de non remplacement d'un poste constaté lors de l'exécution des prestations, le titulaire encourt une pénalité fixée à 100 € HT par jour de vacance/non remplacement. Cet écart pourra être constaté par tout moyen par l'ARS.

# **9. Dossiers à fournir par le titulaire**

Dans le cadre du marché, le titulaire devra transmettre tous les documents écrits ou dessinés, résultant de ses études, par voie électronique.

Le titulaire est invité à :

- ne pas utiliser certains formats, notamment les ".exe".
- ne pas utiliser certains outils, notamment les "macros".
- traiter les fichiers constitutifs de ses études par un anti-virus.

En cas de difficulté de récupération ou détection de virus, le titulaire devra prendre toutes les mesures nécessaires pour transmettre à l'acheteur, l'ensemble de ces données soit par la voie électronique, soit sur un support physique électronique lisible et sain dans un délai de 5 jours. En cas de retard dans la transmission de ce support, l'acheteur se réserve, s'il y a lieu, l'application de pénalités de retard pour l'élément d'études concerné. Il appartiendra au prestataire de s'assurer que la transmission de ces documents sous la forme dématérialisée a bien été effectuée auprès des intéressés.

# **10. Changement dans la situation du titulaire**

Le titulaire s'engage à informer l'ARS sans délai, de tout transfert d'activité (cession de branche commerciale, fusion, absorption, etc..) de nature à affecter l'exécution du présent marché.

En outre, tout changement de raison sociale ou de dénomination sociale, de siège social ou de domicile ou de compte à créditer doit être notifié par le titulaire à l'ARS.

Afin d'assurer la bonne exécution administrative du marché, la notification de ces modifications doit être accompagnée des pièces justificatives correspondantes (extrait K-bis, publication dans un journal d'annonces légales, RIB ...).

Le titulaire ne pourra céder, partiellement ou totalement, le présent marché sans avoir, au préalable, obtenu l'accord écrit de l'ARS.

## **11. Obligation d'information**

Le titulaire s'engage à informer sans délai l'ARS de toute difficulté rencontrée dans la réalisation des prestations de nature à retarder ou compromettre le fonctionnement ultérieur du marché.

Le titulaire s'engage notamment à informer immédiatement l'ARS de toute procédure qui entraînerait :

- Une diminution dans la disponibilité des intervenants présents dans la liste demandée par un service, le cas échéant ;
- Une modification dans les méthodes et la déontologie de travail.

Si le prestataire souhaite confier à un ou plusieurs sous-traitants l'exécution partielle des prestations, il en informe l'ARS pour acceptation et agrément du ou des sous-traitants. Le prestataire reste seul responsable :

- Du respect des clauses du présent marché ;
- De la qualité technique des prestations réalisées.

L'ARS s'engage à collaborer avec le titulaire tout au long de l'exécution du marché.

## **12. Développement durable – Dimension environnementale**

Durant l'exécution des prestations, le titulaire s'assure du respect des obligations environnementales et communique, sur demande de l'ARS, les éléments de preuve associés. Il est attendu que le titulaire :

- intègre dans ses rapports des recommandations liées au développement durable dès que ces éléments sont opportuns,
- favorise les déplacements en transport en commun, notamment en train,
- privilégie les échanges par voie dématérialisée (courriel, vidéoconférence, audioconférence),
- assure la qualité environnementale de l'impression : papier écoresponsable (par ordre de priorité : papier recyclé, papier éco-labellisé ecolabel européen, NF Environnement, Ange bleu ou équivalent, papier certifié issu de forêts gérées durablement labellisé PEFC, FSC ou équivalent, grammage le plus fin possible), encres végétales, réduction des substances toxiques,
- prévoit une extinction complète des systèmes d'éclairage dans les bureaux aux horaires non travaillés,
- met en place une politique numérique écoresponsable (par exemple : tri des données, alimentation des serveurs, stockage sur les réseaux, gestion des courriels et envois raisonnés).

## **13. Arrêt de l'exécution de la prestation**

Dans la mesure où des parties techniques sont prévues dans l'acte d'engagement, l'acheteur se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des prestations au terme de chacune de ces parties techniques sans indemnité.

Dans le cas où l'arrêt de l'exécution de la prestation au terme d'une partie technique est temporaire, il n'entraîne pas la résiliation du marché. Dans les autres cas, l'arrêt emporte résiliation du marché. La décision prise précise si l'arrêt est temporaire ou définitif.

## **14. Admission – Achèvement de la mission**

### **14.1 Admission des documents**

L'acheteur procédera à l'admission des documents produits par le titulaire conformément aux dispositions du CCAG FCS.

### **14.2 Achèvement de la mission**

L'achèvement de la mission fait l'objet d'une décision de l'acheteur, dans les conditions du CCAG FCS.

## **15. Suspension des prestations en cas de circonstances imprévisibles**

Lorsque la poursuite de l'exécution du marché est rendue temporairement impossible du fait d'une circonstance que les parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur ou du fait de l'édiction par une autorité publique de mesures venant restreindre, interdire, ou modifier de manière importante l'exercice de certaines activités en raison d'une telle circonstance, une suspension de tout ou partie des prestations sera prononcée par l'acheteur. Lorsque la suspension sera demandée par le titulaire, l'acheteur se prononcera sur le bien-fondé de cette demande dans les meilleurs délais.

Les dispositions de l'article 24 du CCAG FCS seront applicables.

## **16. Assurances**

Le titulaire certifie avoir souscrit une assurance responsabilité civile, d'exploitation et professionnelle couvrant les conséquences pécuniaires pour l'ARS des dommages corporels, matériels et immatériels consécutifs ou non dont le titulaire aurait à répondre, causés par tout événement du fait du titulaire et qui serait notamment le fait de ses collaborateurs ou de ses sous-traitants éventuels lors de l'exécution des prestations.

Pour justifier l'ensemble de ces garanties, le titulaire devra apporter pendant la durée du marché la preuve qu'il bénéficie d'une couverture d'assurance responsabilité civile couvrant son activité.

Le titulaire s'engage formellement à avertir la personne publique de tout changement d'assureur en cours de prestation, pour quelque motif que ce soit, et à lui remettre immédiatement une nouvelle attestation conformément aux modalités décrites ci-dessus.

## **17. Propriété intellectuelle / Utilisation des résultats**

### **17.1 Régime des connaissances antérieures et connaissances antérieures standards**

Les dispositions de l'article 35 du CCAG FCS seront applicable du marché.

### **17.2 Régime des résultats**

En vertu de l'article 37 du CCAG FCS :

- Dans le cadre du marché, le titulaire accorde à l'acheteur, les droits nécessaires pour utiliser ou faire utiliser les résultats, en l'état ou modifiés, de façon permanente ou temporaire, en tout ou partie, par tout moyen et sous toutes formes, pour les besoins et finalités d'utilisation découlant de l'objet des prestations du marché.
- Pour permettre à l'acheteur d'exercer les droits qui lui sont accordés, le titulaire livre spontanément et au fur et à mesure de l'exécution des prestations, l'ensemble des éléments nécessaires à cet exercice, ainsi que leurs mises à jour ou évolutions au cours du marché.
- Le titulaire du marché ne peut opposer ses droits ou titres de propriété intellectuelle ou ses droits de toute autre nature à l'utilisation des résultats et des connaissances antérieures, lorsque celle-ci est conforme aux besoins d'utilisation applicables au marché.

## 18. Résiliation du marché

Les dispositions des articles 38 à 45 du CCAG FCS sont applicables du marché auxquelles s'ajoutent les dispositions ci-après.

### 18.1 Résiliation du marché pour faute du titulaire

En cas de résiliation pour faute, il sera fait application de l'article 41 du CCAG FCS.

L'acheteur pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché aux frais et risques du titulaire dans les conditions définies à l'article 45 du CCAG FCS. La décision de résiliation le mentionnera expressément.

Le titulaire n'a droit à aucune indemnisation.

## 19. Différends

En cas de différends entre les parties, il sera fait application de l'article 46 du CCAG FCS.

La loi française est seule applicable.

Le Tribunal compétent est le tribunal administratif de Nancy

## 20. Dispositions applicables en cas de titulaire étranger

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA et a droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

La monnaie de compte du marché est l'euro (€). Le prix, libellé en euro, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les éléments prévus aux articles R.2193-1 et R. 2193-3 du Code de la commande publique, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

*« J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N°..... du ..... ayant pour objet .....*

*Mes demandes de paiement seront libellées dans la monnaie de compte du marché et soumises aux modalités de l'article « Prix » du CCAP ou CCP.*

*Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français ».*

## 21. Dérogations aux documents généraux

Il est dérogé :

- À l'article 4.1 du CCAG FCS par l'article *Pièces constitutives*
- À l'article 14.1.2 du CCAG FCS par l'article *Pénalités pour retard*
- À l'article 14.1.3 du CCAG FCS par l'article *Pénalités pour retard*